

# JEREMY RIFKIN

## LA TROISIÈME RÉVOLUTION INDUSTRIELLE



COMMENT LE POUVOIR LATÉRAL VA TRANSFORMER  
L'ÉNERGIE, L'ÉCONOMIE ET LE MONDE

LLL LES LIENS QUI LIBÈRENT

## La troisième révolution industrielle

La révolution industrielle fondée sur le pétrole et les autres énergies fossiles est entrée dans une dangereuse « fin de partie » : les prix énergétiques et alimentaires grimpent, le chômage reste élevé, l'endettement des consommateurs et de l'État monte en flèche, la reprise ralentit. Confrontée à la perspective d'un second effondrement de l'économie mondiale, l'humanité cherche désespérément un plan stratégique capable de la conduire vers un avenir économique durable.

Dans ce livre, Jeremy Rifkin montre que la fusion de la technologie d'Internet et des énergies renouvelables peut créer une puissante dynamique de « troisième révolution industrielle ». Il nous demande d'imaginer un monde où des centaines de millions de personnes produisent leur propre énergie verte à domicile, au bureau, à l'usine et la partagent sur un « Internet de l'énergie », de la même manière que nous créons et partageons en ligne aujourd'hui de l'information.

Rifkin explique comment les cinq piliers de la troisième révolution industrielle vont créer des milliers d'entreprises et des millions d'emplois ; ils vont aussi impulser une réorganisation fondamentale de nos économies et des relations humaines : le passage du pouvoir hiérarchique au pouvoir latéral va changer notre façon de commercer, de gouverner la société, d'éduquer nos enfants et de nous engager dans la vie civique.

La vision de Rifkin influence déjà la communauté internationale. Le Parlement européen a publié une déclaration officielle appelant à la mettre en œuvre, et certains pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine préparent leurs propres initiatives pour opérer une transition rapide vers ce nouveau paradigme économique.

La Troisième Révolution industrielle analyse magistralement la nouvelle ère économique qui s'annonce, et présente également les personnalités et les acteurs – chefs d'État et de gouvernement, PDG d'entreprises mondiales, entrepreneurs sociaux et ONG – qui s'en font les pionniers sur toute la planète.

Jeremy Rifkin, l'un des penseurs de la société les plus populaires de notre temps, est l'auteur de dix-huit best-sellers, dont *Une nouvelle conscience pour un monde en crise*, *Le Réve européen*, *L'Âge de l'accès*, *L'Économie hydrogène* ou *La Fin du travail*. Ses livres ont été traduits en plus de trente-cinq langues. Rifkin conseille l'Union européenne et des chefs d'État du monde entier. Il est maître de conférences au Programme de formation des dirigeants d'entreprise de la Wharton School (université de Pennsylvanie) et président de la Fondation sur les tendances économiques (Foundation on Economic Trends, Washington, DC).

# La troisième révolution industrielle



Jeremy Rifkin

# La troisième révolution industrielle

Comment le pouvoir latéral  
va transformer l'énergie,  
l'économie et le monde

*Traduit de l'anglais*  
par Françoise et Paul Chemla

Ouvrage traduit avec le concours du Centre national du livre.

LLL LES LIENS QUI LIBÈRENT

Titre original,  
*The third industrial revolution*

© Jeremy Rifkin, 2011

© Les liens qui libèrent pour la traduction française, 2012.

ISBN : 978-2-918597-81-0

*La tâche prioritaire de l'Union européenne dans la première moitié du XXI<sup>e</sup> siècle sera – pour citer Jeremy Rifkin – d'« ouvrir la voie à la troisième révolution industrielle ». Réduire les émissions de CO<sub>2</sub> n'est qu'une partie de la question ; l'heure du passage à une économie pauvre en carbone a sonné.*

*Ce n'est absolument pas de l'utopie, du futurisme : dans vingt-cinq ans, nous pourrons construire chaque immeuble pour qu'il soit sa propre « mini-centrale électrique » : il produira pour ses besoins une énergie propre et renouvelable, et l'excédent sera disponible à d'autres fins.*

*Ce sont les piliers de la « troisième révolution industrielle » que Jeremy Rifkin a si puissamment présentés : recours accru aux énergies renouvelables, construction de bâtiments qui produisent leur propre énergie et passage à l'utilisation de l'hydrogène pour stocker l'énergie.*

*Il y va de l'avenir de l'Union européenne – et il ne faut pas nous laisser aller à donner au mot « avenir » le seul sens de « ce qui viendra après nous » !*

*Nous ne devons pas manquer l'occasion de lancer la troisième révolution industrielle : elle nous offre une chance de mettre l'économie européenne en position avancée et viable, et d'assurer ainsi durablement sa compétitivité.*

Discours de Hans-Gert Pöttering,  
président du Parlement européen,  
à la deuxième Agora citoyenne de l'Union européenne,  
12 juin 2008.



## Remerciements

Je voudrais remercier Nicholas Easley, qui dirige nos activités mondiales, pour son magnifique travail de supervision des plans stratégiques de la troisième révolution industrielle et ses précieuses contributions éditoriales à ce livre. J'aimerais aussi remercier Andrew Linowes, notre directeur des programmes, pour sa gestion rigoureuse de nos activités quotidiennes et ses nombreuses et précieuses contributions éditoriales à cet ouvrage. Et je tiens à reconnaître l'apport de nos stagiaires Flore De Sloover, Alma Velazquez, Valbona Tika, Lauren Bush, Bart Provoost, Divya Susarla, Bobby Samuel, Brian Bauer, Petros Kusmu et Shawn Moorhead pour leur aide compétente à la préparation du manuscrit.

Je voudrais remercier également mon éditrice, Emily Carleton, pour son enthousiasme et son attachement profond au projet, ainsi que pour de nombreuses suggestions éditoriales qui ont contribué à donner au livre sa forme définitive. Merci aussi à mon agent, Larry Kirshbaum, pour ses suggestions éditoriales dans la préparation du projet initial et pour avoir assuré la présence de cet ouvrage sur le marché mondial.

Des remerciements spéciaux à Angelo Consoli, qui dirige nos activités en Europe depuis neuf ans. Le sens politique et l'inlassable dévouement de M. Consoli ont été cruciaux pour faire de la vision de la troisième révolution industrielle une réalité dans toute l'Europe.

Enfin, je voudrais remercier mon épouse, Carol Grunewald, pour ses bons conseils dans les vingt-deux dernières années.

## LA TROISIÈME RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

Notre rêve commun de créer un monde plus viable pour chaque être humain, ainsi que pour nos amis les animaux, a été l'inspiration qui a guidé notre parcours.

# Introduction

*Washington, D.C.*

Notre civilisation industrielle est à un carrefour. L'énergie fossile qui constitue l'étoffe même de son mode de vie est à bout de souffle, et les technologies qui en sont faites et qu'elle propulse sont désuètes. Toute l'infrastructure industrielle fondée sur le pétrole et les autres énergies fossiles vieillit et se délabre. Les résultats sont clairs. Le chômage monte à des niveaux dangereux dans le monde entier. États, entreprises et consommateurs sont criblés de dettes. Les niveaux de vie s'effondrent. Un nombre sans précédent d'êtres humains – un milliard, près d'un septième de l'humanité – connaît la famine.

Ce n'est pas tout : le changement climatique qu'a déclenché l'activité industrielle fondée sur les combustibles fossiles plane à l'horizon. Les scientifiques nous mettent en garde : nous sommes confrontés à un changement de la température et de la constitution chimique de la planète potentiellement cataclysmique. Il menace de déstabiliser les écosystèmes dans le monde entier. À la fin du siècle, redoutent les experts, nous serons peut-être à la veille d'une extinction massive de formes de vie végétales et animales qui pourrait compromettre la survie de notre propre espèce. Il devient de plus en plus clair qu'il nous faut une nouvelle logique économique, capable de nous faire entrer dans un futur plus équitable et plus durable.

Dans les années 1980, les preuves de ce qui se passait s'accumulaient : la révolution industrielle propulsée par

l'énergie fossile parvenait au sommet de sa courbe et le changement de climat induit par l'homme précipitait la planète dans une crise d'une ampleur inimaginable. Cela fait trente ans que je cherche un nouveau paradigme qui pourrait nous faire entrer dans une ère postcarbone. Au cours de mes investigations, j'ai fini par comprendre que les grandes révolutions économiques de l'histoire se produisent quand de nouvelles technologies des communications convergent avec de nouveaux systèmes d'énergie. L'énergie nouvelle permet de créer une activité économique plus interdépendante, des échanges commerciaux plus larges, tout en facilitant des relations sociales plus denses et davantage d'inclusion. La révolution des communications qui l'accompagne donne les moyens d'organiser et de gérer la dynamique spatiale et temporelle inédite établie par le nouveau système énergétique.

Au milieu des années 1990, je me suis rendu compte qu'une nouvelle convergence des communications et de l'énergie était en gestation. La technologie d'Internet et les énergies renouvelables étaient en voie de fusionner pour créer une puissante infrastructure nouvelle, celle d'une troisième révolution industrielle (TRI) qui allait changer le monde. Dans l'ère qui vient, des centaines de millions de personnes produiront leur propre énergie verte à domicile, au bureau, à l'usine, et ils la partageront entre eux sur un « Internet de l'énergie », exactement comme nous créons et partageons aujourd'hui l'information en ligne. La démocratisation de l'énergie s'accompagnera d'une restructuration fondamentale des relations humaines, dont l'impact se fera sentir sur la conception même des rapports économiques, du gouvernement de la société, de l'éducation des enfants et de la participation à la vie civique.

J'ai présenté cette vision, la troisième révolution industrielle, dans le cadre du « programme de management avancé » de la Wharton School, à l'université de Pennsylvanie, où j'enseigne depuis seize ans les nouvelles lignes de force de la science, de la technologie, de l'économie et de la société. Ce programme de cinq semaines initie des PDG et cadres supé-

rieurs du monde entier aux problèmes et défis émergents auxquels ils feront face au <sup>xxi</sup> siècle. L'idée a vite fait son chemin dans les entreprises, et elle est entrée dans le vocabulaire politique des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne.

En l'an 2000, l'Union européenne mettait déjà en œuvre avec vigueur des politiques de forte réduction de son empreinte carbone et de transition vers une ère de durabilité économique. Les Européens élaboraient des objectifs et des repères, réinitialisaient les priorités de leur recherche-développement, mettaient en place des codes, des règles et des normes pour une nouvelle aventure économique. Quel contraste avec l'Amérique, qui se passionnait pour les derniers gadgets et « applications qui tuent » en provenance de la Silicon Valley et pour un marché immobilier en plein essor dynamisé par le crédit *subprime* !

Peu d'Américains s'intéressaient aux tristes prévisions sur le pic du pétrole, aux sinistres mises en garde sur le changement climatique et aux signes toujours plus nombreux qui indiquaient qu'en profondeur notre économie allait mal. L'humeur générale était à la satisfaction, voire à l'autosatisfaction, ce qui confirmait à nouveau une conviction bien ancrée : notre bonheur démontrait notre supériorité sur les autres peuples.

Me sentant un peu comme un étranger dans mon pays, j'ai choisi d'ignorer le sage conseil d'Horace Greeley à l'insatisfait de 1850 : « Va vers l'ouest, jeune homme, vers l'ouest ! » J'ai décidé de voyager dans l'autre sens, de traverser l'océan vers la vieille Europe, où les idées nouvelles sur les perspectives d'avenir de l'espèce humaine étaient prises au sérieux.

Je sais bien qu'en lisant cette phrase beaucoup de mes lecteurs américains lèvent les yeux aux ciel et se disent : « N'importe quoi ! L'Europe tombe en ruine et vit dans le passé. Tout le continent n'est qu'un immense musée. C'est peut-être une belle destination de vacances mais ce n'est plus un rival sérieux sur la scène mondiale. »

Je ne suis pas naïf : les multiples problèmes, défauts et contradictions de l'Europe ne m'échappent pas. Mais on pourrait tout aussi aisément rire avec mépris des États-Unis et d'autres États pour leurs nombreuses limites. Quant à nous les Américains, notons bien, avant de devenir trop imbus de notre propre importance, que la plus grande économie du monde est l'Union européenne et pas les États-Unis ni la Chine. Le produit intérieur brut de ses vingt-sept États membres dépasse celui de nos cinquante États. Certes, l'Union européenne n'a pas une importante présence militaire d'envergure mondiale, mais c'est une force redoutable sur la scène internationale, et surtout c'est pratiquement la seule autorité publique de la planète à se poser les grandes questions de notre viabilité future en tant qu'espèce sur la Terre.

Je suis donc parti vers l'est. Au cours des dix dernières années, j'ai passé plus de 40 % de mon temps dans l'Union européenne, parfois en retraversant l'Atlantique chaque semaine, à œuvrer avec des gouvernements, des entreprises et des organisations de la société civile pour promouvoir la troisième révolution industrielle.

En 2006, j'ai commencé à travailler avec les dirigeants du Parlement européen à l'élaboration d'un plan de développement économique de troisième révolution industrielle. Après quoi, en mai 2007, le Parlement européen a voté une déclaration écrite officielle où il reprenait à son compte l'idée de troisième révolution industrielle pour en faire la vision économique à long terme et la feuille de route de l'Union. La troisième révolution industrielle est à présent mise en œuvre par les diverses institutions de la Commission européenne et des États membres.

Un an plus tard, en octobre 2008, quelques semaines seulement après l'effondrement économique planétaire, mes services ont organisé dans l'urgence à Washington une réunion de quatre-vingts PDG et hauts dirigeants des entreprises les plus importantes du monde dans les énergies renouvelables, le bâtiment, l'architecture, l'immobilier, les technologies de l'information, l'électricité, la distribution de l'eau et de l'éner-

gie, le transport et la logistique, pour discuter des moyens de transformer la crise en belle occasion d'avancer.

Les chefs d'entreprise et associations professionnelles ainsi rassemblés ont admis que le chacun-pour-soi n'était plus de mise, et ils ont décidé de créer un réseau de la troisième révolution industrielle qui pourrait coopérer avec les gouvernements, les PME et les organisations de la société civile en vue de faire passer l'économie mondiale à une ère distribuée post-carbone. Le groupe de développement économique – qui comprend Philips, Schneider Electric, IBM, Cisco Systems, Acciona, CH2M Hill, Arup, Adrian Smith + Gordon Gill Architecture et Q-Cells, entre autres – est le plus grand de ce genre dans le monde, et il travaille actuellement avec des autorités municipales, régionales et nationales à l'élaboration de plans stratégiques pour transformer leurs économies en infrastructures de troisième révolution industrielle.

La vision de la troisième révolution industrielle se répand vite en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Le 24 mai 2011, j'ai présenté le plan économique de la TRI, avec ses cinq piliers, dans un discours d'orientation à la réunion du cinquantième anniversaire de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Paris, à laquelle assistaient des chefs d'États et ministres des trente-quatre pays membres. Cet exposé accompagnait le lancement d'un plan économique de l'OCDE pour une « croissance verte », qui servira de référence pour commencer à préparer les pays du monde à un avenir industriel postcarbone.

Ce livre est un compte rendu de l'intérieur, par un participant, de la mise en œuvre de la vision et du modèle de développement économique de la troisième révolution industrielle ; il présente aussi les personnalités et les acteurs – chefs d'État, PDG, entrepreneurs sociaux et ONG – qui en sont les pionniers.

Au cours de l'élaboration du plan stratégique de l'Union européenne pour la troisième révolution industrielle, j'ai eu le privilège de travailler avec nombre des principaux chefs d'État et de gouvernement européens, dont la chancelière allemande

Angela Merkel, le Premier ministre italien Romano Prodi et le Premier ministre espagnol José Luis Rodríguez Zapatero, ainsi qu'avec le président de la Commission européenne Manuel Barroso et cinq présidents du Conseil européen.

Avons-nous quelque chose à apprendre, nous Américains, de ce qui se passe en Europe ? Je pense que oui. Nous devons commencer par être vraiment attentifs à ce que disent et tentent de faire nos amis européens. Si insuffisants que soient leurs efforts, les Européens ont au moins le mérite de se colleter avec la réalité, avec l'agonie de l'ère de l'énergie fossile, et de commencer à mettre le cap sur un avenir vert. Malheureusement, les Américains restent majoritairement dans le déni. Ils ne veulent pas reconnaître que le système économique qui nous a si bien servis autrefois vit à présent sous respiration artificielle. Comme l'Europe, nous devons l'admettre et payer.

Mais que pouvons-nous amener à la fête ? Si l'Europe apporte un récit impressionnant, nul ne peut mieux raconter une histoire que l'Amérique. Madison Avenue, Hollywood et la Silicon Valley y excellent. C'est le vrai point fort de l'Amérique : moins l'inventivité industrielle ou les prouesses militaires que notre étrange aptitude à donner une vision si claire et si vivante de l'avenir que les gens croient être arrivés avant même d'avoir quitté la gare. Quand les Américains « assimileront » vraiment le nouveau récit de la troisième révolution industrielle, ils sauront mieux que personne aller vite pour muer le rêve en réalité.

La troisième révolution industrielle est la dernière des grandes révolutions industrielles et elle va poser les bases d'une ère coopérative émergente. La mise en place de son infrastructure va créer pendant quarante ans des centaines de milliers d'entreprises nouvelles et des centaines de millions d'emplois nouveaux. Son achèvement marquera la fin d'une saga économique de deux cents ans définie par la pensée industrielle, les marchés et la main-d'œuvre de masse, et le début d'une ère nouvelle caractérisée par le comportement coopératif, les réseaux sociaux et les petites unités de main-d'œuvre technique et spécialisée. Dans le demi-siècle qui vient, les activités

centralisées traditionnelles des entreprises des première et deuxième révolutions industrielles seront progressivement absorbées par les pratiques distribuées de la troisième ; et l'organisation hiérarchique traditionnelle du pouvoir politique et économique cédera la place au pouvoir latéral, qui étendra sa structure nodale à travers toute la société.

À première vue, l'idée de pouvoir latéral paraît en soi contradictoire, au regard de l'essentiel de notre expérience historique des rapports de pouvoir. Traditionnellement, le pouvoir s'organise verticalement : c'est une pyramide. Mais aujourd'hui, l'énergie coopérative libérée par la conjonction de la technologie d'Internet et des énergies renouvelables restructure fondamentalement les relations humaines : elles ne vont plus de haut en bas mais côte à côte, et les conséquences sont immenses pour l'avenir de la société.

Quand nous approcherons du milieu du siècle, l'activité économique sera de plus en plus supervisée par des substituts technologiques intelligents, ce qui permettra à une grande partie de l'humanité, libérée de ces tâches, de créer du capital social dans une société civile à but non lucratif qui deviendra le secteur dominant dans la seconde moitié du siècle. L'activité économique restera essentielle à la survie, mais elle ne suffira plus à définir les aspirations humaines. Si, dans le prochain demi-siècle, nous réussissons à satisfaire les besoins physiques de notre espèce – un grand si –, les préoccupations transcendantes deviendront probablement une force motrice toujours plus importante de la période suivante de l'histoire de l'humanité.

Dans les pages qui suivent, nous allons explorer les caractéristiques internes et les principes opératoires de l'infrastructure et de l'économie de la troisième révolution industrielle ; tracer sa trajectoire probable dans les trois prochaines décennies ; repérer, enfin, ce qui peut entraver ou faciliter sa mise en œuvre dans les localités et les pays du monde entier.

La troisième révolution industrielle nous donne l'espoir d'entrer dans une ère postcarbone durable au milieu du siècle, et de conjurer ainsi la catastrophe climatique. Nous avons la

## LA TROISIÈME RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

science, la technologie et le plan d'action pour le faire. Il ne reste qu'une seule question : saurons-nous voir les possibilités économiques que nous réserve cet avenir et mobiliser la volonté nécessaire pour y arriver à temps ?

PREMIÈRE PARTIE

La troisième  
révolution industrielle



## La vraie crise économique que personne n'a vue

Il était dix-sept heures, et je courais sur mon tapis roulant, n'écoutant que d'une oreille les premières informations de la télévision par câble, lorsque j'ai entendu un journaliste parler avec excitation d'un nouveau mouvement politique qui s'était baptisé le « Tea Party ». Je suis descendu de la machine, pas très sûr d'avoir bien entendu. L'écran était envahi par des Américains d'âge moyen en colère, qui agitaient des drapeaux jaunes où on lisait « Ne me marchez pas dessus », avec l'image d'un serpent lové. D'autres avançaient vers la caméra des pancartes : « Pas de taxation sans représentation ! » « Fermez les frontières ! » « Le changement climatique est une arnaque ! » À peine audible par-dessus les slogans, le journaliste parlait de mouvement spontané venu d'en bas, qui se répandait comme un feu de brousse dans toute l'Amérique profonde, et dont la cible était le *big government* à Washington et les politiciens de carrière libéraux qui ne pensaient qu'à s'enrichir aux dépens de leurs électeurs. Je n'arrivais pas à croire à ce que je voyais et entendais. J'avais l'impression d'assister à une inversion perverse de quelque chose que j'avais moi-même organisé près de quarante ans plus tôt. Était-ce une cruelle plaisanterie cosmique ?

*L'« Oil Party » de Boston (1973)*

16 décembre 1973. La neige avait commencé à tomber juste après le lever du soleil. Je sentais le vent glacé sur mon visage en approchant de Faneuil Hall, la salle de réunion du centre de Boston où, en d'autres temps, des boute-feu et des radicaux comme Sam Adams et Joseph Warren fustigeaient la politique coloniale du roi George III et des compagnies qui le représentaient – dont la Compagnie britannique des Indes orientales était la plus notoire et la plus détestée.

La ville vivait cloîtrée depuis des semaines. La circulation, généralement massive et souvent embouteillée dans le centre, était clairsemée depuis plusieurs jours, essentiellement parce que beaucoup de stations d'essence étaient à sec. Les rares stations-service qui distribuaient encore du carburant avaient de très longues queues : les automobilistes attendaient une heure ou davantage pour faire le plein. Mais ceux qui avaient cette chance étaient choqués par les prix qu'on leur demandait à la pompe. Ils avaient doublé en quelques semaines, créant un climat proche de l'hystérie dans un pays qui était jusque-là le premier producteur de pétrole du monde.

La réaction de l'opinion était compréhensible, puisque c'était cela qui avait catapulté les États-Unis au sommet et fait d'eux la principale superpuissance du xx<sup>e</sup> siècle : leurs abondantes réserves pétrolières et leur astucieuse aptitude à produire en série des voitures à prix abordable pour un peuple nomade et toujours en mouvement.

Ce traumatisme pour l'orgueil national avait frappé sans préavis. À peine deux mois plus tôt, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) avait décrété un embargo pétrolier contre les États-Unis, en représailles après la décision de Washington de rééquiper le gouvernement israélien en matériel militaire pendant la guerre du Kippour. Le « choc pétrolier » avait vite été ressenti dans le monde entier. En décembre, le cours du brut sur le marché mondial était passé

de 3 dollars à 11,65 dollars le baril<sup>1</sup>. Ce fut la panique à Wall Street et dans l'Amérique profonde.

Le premier signe, et le plus évident, de la nouvelle réalité se trouvait à la station-service du quartier. Beaucoup d'Américains pensaient que les compagnies pétrolières géantes profitaient de la situation pour augmenter arbitrairement les prix et empocher ainsi l'aubaine de profits injustifiés. À Boston et dans tout le pays, l'humeur des automobilistes tournait vite à l'aigre. Telle était la toile de fond de l'épisode tumultueux qui allait se produire sur les quais de Boston le 16 décembre 1973.

C'était le 200<sup>e</sup> anniversaire de la célèbre « Tea Party » de Boston, l'événement inaugural qui avait galvanisé le ressentiment populaire contre la couronne britannique. Furieux contre l'entrée en vigueur d'une nouvelle taxe sur le thé et d'autres produits exportés par la mère-patrie dans les colonies américaines, Sam Adams avait poussé à l'action une bande de mécontents, dont certains avaient jeté à l'eau une cargaison de thé dans le port de Boston. « Pas de taxation sans représentation » : la formule était vite devenue le cri de ralliement de la révolution. Ce premier défi public lancé à la domination britannique allait déclencher une série de réactions et contre-réactions de la monarchie et de ses jeunes « Treize Colonies », qui allait se terminer par la Déclaration d'indépendance de 1776 et la guerre révolutionnaire.

Dans les semaines précédant cet anniversaire, une énorme vague de colère montait contre les géants du pétrole. Beaucoup d'Américains étaient furieux contre des hausses qu'ils jugeaient exorbitantes, injustifiées, opérées par des compagnies mondialisées sans scrupule qui menaçaient ce que la population considérait désormais comme un droit fondamental, aussi vénéré que la liberté d'expression, la liberté de la presse et la liberté de réunion : le droit au pétrole bon marché et à l'auto-mobilité.

J'avais vingt-huit ans à l'époque – j'étais un jeune militant formé dans la lutte contre la guerre du Vietnam et le mouvement des droits civils des années 1960. Un an plus tôt, j'avais lancé une organisation nationale, la « Commission populaire

du bicentenaire » : j'espérais qu'elle ferait office d'alternative radicale à la « Commission américaine du bicentenaire », l'organisme officiel créé par l'administration Nixon pour commémorer les divers événements historiques qui allaient conduire au 200<sup>e</sup> anniversaire de la signature de la Déclaration d'indépendance de 1776.

Si j'avais conçu l'idée de cette contre-commémoration, c'est en partie par insatisfaction croissante face à mes amis de la nouvelle gauche. Ayant grandi dans un quartier ouvrier au cœur du *south side* de Chicago – peuplé d'artisans et de mécaniciens, de policiers, de pompiers et de familles qui travaillaient dans les entrepôts de la ville, les ateliers des chemins de fer et les usines sidérurgiques voisines –, j'avais le patriotisme dans le sang. Un visiteur ne pouvait que remarquer les drapeaux américains flottant sur des porches dans tout le quartier. C'était tous les jours le « Jour du drapeau\* ».

Élevé dans le rêve américain, j'avais acquis une profonde estime pour les sentiments révolutionnaires de nos pères fondateurs – Thomas Jefferson, Benjamin Franklin, Thomas Paine, George Washington –, le petit groupe de penseurs révolutionnaires qui avaient risqué leur vie pour les droits humains inaliénables : la vie, la liberté et la recherche du bonheur.

Beaucoup de mes amis de la nouvelle gauche venaient d'un milieu plus privilégié : ils avaient grandi dans les enclaves pavillonnaires des banlieues aisées. S'ils étaient authentiquement engagés dans le combat pour la justice sociale, l'égalité et la paix, ils cherchaient de plus en plus leur inspiration dans d'autres luttes révolutionnaires à l'étranger, et notamment les luttes anticoloniales de l'après-guerre. Je me souviens d'innombrables rassemblements politiques où l'on faisait appel aux pensées de Mao, d'Ho Chi Minh et de Che Guevara pour nous guider et stimuler notre action désintéressée. Tout cela était étrange pour moi, puisqu'on m'avait élevé dans l'idée

---

\* Cette fête a lieu le 14 juin, pour commémorer l'adoption du drapeau des États-Unis [*Note des traducteurs*].

que nos révolutionnaires américains, bien de chez nous, étaient les inspirateurs de toutes les autres luttes anticoloniales depuis deux siècles.

La commémoration du bicentenaire de l'Indépendance américaine offrait à la jeune génération une occasion unique de reprendre contact avec la promesse révolutionnaire de l'Amérique – d'autant plus que les cérémonies officielles prévues par la Maison-Blanche, supervisées par le président Nixon et par une légion de commerciaux, semblaient s'ancrer davantage dans les atours monarchiques du privilège aristocratique que dans un sentiment de justice économique et sociale plus en harmonie avec ces héros américains de la première heure qu'on était censé célébrer.

Notre plan était de transformer l'anniversaire de la « Tea Party » de Boston en manifestation contre les compagnies pétrolières. Nous ne savions trop si des gens allaient descendre dans la rue et se joindre à nous. Après tout, il n'y avait jamais eu de protestation contre les Majors, donc nous n'avions aucun moyen de prédire les réactions. Je redoutais un nombre de manifestants ridiculement faible, et mes craintes avaient grandi quand la neige avait commencé à tomber. Dans les années 1960, nous prévoyions toujours les manifestations anti-guerre au printemps : nous étions alors plus susceptibles d'attirer les foules. En fait, aucun des militants chevronnés qui préparaient l'événement ne pouvait se souvenir d'une seule manifestation de masse organisée au plus fort de l'hiver.

Quand je suis arrivé au coin de la rue avant Faneuil Hall, j'ai été ébahi. Il y avait des milliers de personnes dans les rues qui conduisaient au bâtiment. Ils portaient pancartes et banderoles : « Faites payer les compagnies pétrolières ! », « À bas les Majors ! », « Vive la Révolution américaine ! » La salle était noire de monde, on scandait : « *Impeach Exxon* ! »

---

\* Par allusion au slogan « *Impeach Nixon* ! » C'était aussi la période du Watergate, et la procédure de destitution du président – l'*impeachment* – sera effectivement lancée quelques mois plus tard [NdT].